



Association Loi 1901
148 Boulevard Malesherbes
75 017 Paris

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

* * *

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

* * *

JCH Conseil & Audit

Siège social : 248 rue du Maréchal Leclerc, 97400 SAINT DENIS

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de St Denis

Jch
conseil & Audit

Mesdames, Messieurs les adhérents,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CNARM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 04 juin 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion.

- Référentiel d'audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les faits caractéristiques de l'exercice en page 15 de l'annexe des comptes annuels relative à l'estimation du montant des provisions actifs et passifs et diverses charges à payer.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



o Estimations comptables

Les travaux menés dans le cadre de notre mission nous ont mené à identifier des provisions d'un montant significatif. Nos travaux ont consisté à nous assurer de leur réalité et de leur cohérence.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par l'entité, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par l'EC. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Provisions d'actifs :

- 263 535 € cautions de logement
- 225 000 € créances FSE+

Provisions pour risques et charges :

- 599 623 € au titre du contrôle FSE+
- 23 142 € pour risques restauration

Charges à payer :

- 1 000 927 € aides aux contrats pros

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient aux organes dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président de l'association.

VI- Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Denis, le 11 juin 2025.

Le commissaire aux comptes
Johnny CHANE-HOONG



Jch
Conseil & Audit

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	888 148	788 716	99 432	128 593
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 321 701	841 292	1 480 409	1 573 278
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	3 270 028	2 824 362	445 666	684 011
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	1 016		1 016	1 016
Prêts				
Autres immobilisations financières	386 611	263 535	123 076	314 057
TOTAL I	6 867 503	4 717 904	2 149 599	2 700 954
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 200		4 200	3 400
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	6 881 774	225 000	6 656 774	3 366 333
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 053 503		2 053 503	4 576 640
Charges constatées d'avance	114 227		114 227	100 972
TOTAL III	9 053 703	225 000	8 828 703	8 047 345
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	15 921 206	4 942 904	10 978 302	10 748 300

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	152 449	152 449
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 043 386	4 043 386
Autres réserves	37 068	37 068
Report à nouveau	1 805 514	1 805 232
Excédent ou déficit de l'exercice	122 995	281
Situation nette	6 161 411	6 038 417
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	6 161 411	6 038 417
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	73 508	73 508
TOTAL III	73 508	73 508
Provisions		
Provisions pour risques	599 623	559 038
Provisions pour charges	23 142	26 267
TOTAL IV	622 765	585 305
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	827 333	761 093
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	791 865	929 332
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 483 620	2 357 044
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	17 800	3 600
TOTAL V	4 120 618	4 051 070
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	10 978 302	10 748 300

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	277 400	251 000
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 119 921	10 832 227
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	51 223	655 245
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	45 567	56 193
TOTAL I	11 494 111	11 794 665
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	882 387	1 006 057
Aides financières	6 729 814	7 003 403
Impôts, taxes et versements assimilés	102 011	106 469
Salaires et traitements	1 846 039	1 991 936
Charges sociales	876 631	906 109
Dotations aux amortissements et dépréciations	410 312	456 111
Dotations aux provisions	87 698	132 311
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	13 542	13 284
TOTAL II	10 948 434	11 615 680
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	545 676	178 985
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	141	
Autres intérêts et produits assimilés		120 541
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		10 898
TOTAL III	142	131 438
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	187 240	1
Intérêts et charges assimilées	60	101 978
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	187 300	101 979
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-187 158	29 459
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	358 518	208 444

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	9 535	80 682
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	9 535	80 682
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	241 998	288 845
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 061	
TOTAL VI	245 059	288 845
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-235 524	-208 163
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	11 503 788	12 006 785
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	11 380 793	12 006 504
EXCÉDENT OU DÉFICIT	122 995	281

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	120 000	
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	120 000	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	120 000	
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	120 000	

Règles et méthodes comptables

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 10 978 302 euros.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 122 995 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis « règlement n° 2020-08 » relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 5 ans, |
| • Bâtiments | 25 ans, |
| • Agencements et aménagements | 3 à 10 ans, |
| • Matériel de transport | 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 5 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques de l'exercice

La provision pour indemnité complémentaire est calculée en tenant compte de l'indemnité restant à verser sur la durée totale des contrats en cours à la date de clôture. Lors de cet exercice, cette provision a été pondérée d'un coefficient de 0.50 pour tenir compte du taux moyen d'abandon et est de 654 490 €.

Dans les comptes de 2024, il a été également provisionné l'aide à verser en 2024 aux entreprises accueillant des alternants. Le montant a également fait l'objet d'une pondération de 0.50. Le montant provisionné est de 108 838€.

La subvention FSE + 2024 s'élève à hauteur de 3766 420.82 euros portant le total des subventions FSE + à 6 012 649 euros sur la période d'avril 2023 à décembre 2024.

Concernant les subventions FSE restant à encaisser, l'association doit percevoir 5 512 649 euros au 31 décembre 2024 correspond à la différence entre le montant provisionné de 6 012 649 € et l'acompte de 500 000 € perçu en novembre 2024.

Concernant la subvention d'exploitation du Conseil Général de 2024, le montant restant à percevoir est de 949 900 euros.

Dans les comptes de 2023, une provision liée aux incertitudes sur le nouveau dispositif FSE+ (appel à projets) et du risque de rejet de dépenses avait été comptabilisée pour un montant de 112 311, correspondant à un taux de 5% de la subvention FSE+ comptabilisée. A l'issu du premier niveau de contrôle, le montant des dépenses écartées serait finalement de 86 449 €, générant ainsi une reprise de provision de 25 863 €. Le taux de rejet est ainsi de 1.44% par rapport au montant des dépenses présentées.

Par ailleurs, il a été notifié au CNARM qu'un deuxième niveau de contrôle sera effectué par le ministère. Par mesure de prudence, une provision pour rejet de dépenses a été comptabilisée pour un montant de 86 448 €, correspondant à l'application du taux de rejet du premier niveau de contrôle.

Au final, les provisions pour risques et charges d'un montant global de 599 624 euros se décomposent de la manière suivante au 31 décembre 2024 :

- Provision pour risque lié au dossier en cours avec le CICC : 426 727 euros.
- Provision pour risque FSE+ premier niveau de contrôle : 86 448 €
- Provision pour risque FSE+ deuxième niveau de contrôle : 86 448 €

Point concernant la situation de trésorerie : La mobilisation des fonds européens s'est complexifiée ces dernières années avec plusieurs étapes de contrôles après la production des bilans intermédiaires et finaux. Ces différents contrôles et le temps de réponse en interne pour y répondre entraînent un délai incompressible entre la date de l'envoi du bilan et la perception des subventions. Il est à noter que le CNARM a mis en place des moyens humains et des procédures internes pour pouvoir être plus réactif possible lors des contrôles et réduire dans la mesure du possible ce délai. Ce délai a pour conséquence d'augmenter le besoin en roulement du CNARM. Pour faire face à ces difficultés, le CNARM avait dans un premier temps mis en place des conventions dailly et en 2023 a signé une convention d'avance remboursable avec le conseil départemental pour un montant de 2.4 millions. Sur cette enveloppe, le CNARM a mobilisé un montant de 1.7 millions sur lequel elle a remboursé ensuite 425 000 euros. Au 31 décembre 2024, il reste ainsi un montant à rembourser de 1 275 000 € qui a fait l'objet d'un échéancier avec le département sur 12 mois de janvier à décembre 2025.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	851 601		36 547
TOTAL	851 601		36 547
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre	2 321 701		
- Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	2 744 439		3 501
Matériel : - De transport	4 220		8 300
- De bureau et informatique, mobilier	508 768		4 650
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	5 579 127		16 451
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés	1 016		
Prêts et autres immobilisations financières	390 352		
TOTAL	391 367		
TOTAL GÉNÉRAL	6 822 096		52 998

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			888 148	
TOTAL			888 148	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre			2 321 701	
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers		3 850	2 744 090	
Matériel : - De transport			12 520	
- De bureau et informatique, mobilier			513 418	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		3 850	5 591 729	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés			1 016	
Prêts et autres immobilisations financières	3 741		386 611	
TOTAL	3 741		387 627	
TOTAL GÉNÉRAL	3 741	3 850	6 867 503	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	723 008	65 708		788 716
TOTAL	723 008	65 708		788 716
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui	748 423	92 868		841 292
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	2 161 040	206 974	3 850	2 364 164
Matériel de transport	2 907	1 321		4 228
Matériel de bureau et informatique, mobilier	409 469	46 501		455 970
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	3 321 839	347 664	3 850	3 665 653
TOTAL GÉNÉRAL	4 044 847	413 372	3 850	4 454 369

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations



Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges	559 038	86 448	45 863	599 623
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	26 267		3 125	23 142
TOTAL II	585 305	86 448	48 988	622 765

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	76 295	187 240		263 535
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	225 000			225 000
TOTAL III	301 295	187 240		488 535
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	886 600	273 688	48 988	1 111 300
- D'exploitation		86 448	48 988	
Dont dotations et reprises : - Financières		187 240		
- Exceptionnelles				

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 643	42 938
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	351 824	343 026
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 000 927	1 076 844
TOTAL	1 389 395	1 462 808

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	229 873	254 873
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	229 873	254 873

Produits et charges constatés d'avanceECH
Conseil & Audit

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	17 800	3 600
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		17 800	3 600

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	114 227	100 972
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		114 227	100 972

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	386 611		386 611
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 200	4 200	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	16 711	16 711	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 822	43 822	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	4 873	4 873	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	6 811 485	6 811 485	
Charges constatées d'avance	114 227	114 227	
TOTAL	7 381 929	6 995 318	386 611
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Le montant des subventions et créances à recevoir au 31/12/2024 se répartit comme suit :

Subvention d'exploitation du Conseil Général pour 949 900€

Subvention d'exploitation du FSE+ pour 5 512 649€

Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- A 1 an max. à l'origine			
	- A plus d'1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	827 333	827 333		
Personnel et comptes rattachés	241 083	241 083		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	528 919	528 919		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	21 863	21 863		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	2 551 328	2 551 328		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	17 800	17 800		
TOTAL	4 188 326	4 188 326		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	152 449		152 449		152 449
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	4 080 454		4 080 454		4 080 454
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	1 805 232				1 805 514
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	281				122 995
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	6 038 417		4 232 903		6 161 411
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	6 038 417		4 232 903		6 161 411

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subvention d'exploitation du C	73 508					73 508	
TOTAL	73 508					73 508	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Provisions

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Provision pour retour d'usagers	3 518 €		475 €	3 043 €
Provision pour billets prime vacances	- €			- €
Provision pour aide à la restauration	1 750 €	1 250 €		3 000 €
Provision pour aide à l'hébergement	21 000 €		3 900 €	17 100 €
Sous-total compte 158000	26 268 €	1 250 €	4 375 €	23 143 €

Provision pour retour d'usagers	3 043 €
Provision pour aide à la restauration	3 000 €
Provision pour aide à l'hébergement	17 100 €



Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	16	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	26	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	42	

Les trois plus hauts salaires bruts versés en 2024 sont les suivants :

- Le directeur : 161 858 €
- La directrice générale adjointe : 125 428 €
- La directrice générale adjointe : 116 486 €

Ventilation du chiffre d'affaires

Conseil & Audit

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux (%)
Ventes de marchandises		
Ventes de prestations de services	277 400	100.00
TOTAL	277 400	

La subvention allouée par le Conseil Général au titre de 2024 d'un montant de 7 353 500 euros se décompose en :

- Financement de la structure : 4 676 650 €
- Financement des interventions : 2 113 350 €
- Contrats de formation en alternance : 539 500 €
- Financement d'une évolution d'action : 24 000 €

La subvention d'exploitation a été inscrite en produits d'exploitation pour 7 353 500 euros.

Par ailleurs, le Conseil Général a octroyé une subvention en nature 120 000 € correspondant à la mise à disposition des locaux situés à Saint-Denis.

La subvention allouée par le Fonds de Solidarité Européen (FSE+) au titre de 2024 d'un montant de 3 766 421 euros a été comptabilisée en produits d'exploitation.

Honoraires des commissaires aux comptes



Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	36 890
Conseils et prestations de services	
TOTAL	36 890



Association Loi 1901
148 Boulevard Malesherbes
75 017 Paris

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* * *

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

* * *

JCH Conseil & Audit
Siège social : 248 rue du Maréchal Leclerc
97400 SAINT DENIS
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de St Denis





Association Loi 1901
148 Boulevard Malesherbes
75 017 Paris

Mesdames, Messieurs les membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

1. CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA REUNION

Personne concernée :

Conseil Départemental de la Réunion.

Nature et objet :

Convention portant sur l'attribution d'une subvention pour 2024.

Modalités :

Dans le cadre d'une convention de partenariat signée le 8 octobre 2024, le Conseil Départemental a alloué au CNARM une subvention d'un montant total de 7 353 500 € au titre de l'exercice 2024 dont 4 676 650 € pour le financement de la structure, 2 113 350 € pour le financement des interventions, 539 500 € pour les contrats de formation en alternance et 24 000 € pour le financement d'une évolution d'actions.

2. CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA REUNION

Personne concernée :

Conseil Départemental de la Réunion.

Nature et objet :

Mise à disposition gracieuse d'un bâtiment situé au 34 rue de la Source, à Saint-Denis (La Réunion), par le Conseil Régional de La Réunion, au bénéfice du CNARM, dans le cadre de son soutien aux activités de ce dernier.

Modalités :

Une convention a été conclue en date du 18 novembre 2024. Elle prévoit une subvention en nature correspondant à la valeur locative annuelle des locaux, estimée à 120 000 €, mise à disposition du CNARM à titre gratuit pour l'exercice.

3. CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA REUNION

Personne concernée :

Conseil Départemental de la Réunion.

Nature et objet :

Convention portant sur une avance de trésorerie remboursable au titre de l'année 2024.

Modalités :

Dans la limite du montant maximal de 1 275 000 €, le Département de la Réunion ajustera le montant de son avance en fonction des besoins directement liés au remboursement des fonds européens au cours de l'année 2024.

4. FONDS SOCIAL EUROPEEN

Personne concernée :

Fonds Social Européen

Nature et objet :

Convention portant sur l'octroi du Fonds Social Européen.

Modalités :

Dans le cadre d'une convention de partenariat, le Fonds Social Européen a alloué au CNARM une subvention d'un montant total de 15 700 000 € au titre de la période allant du 01/04/2023 au 31/03/2027.

5. ADMINISTRATEURS DE L'ASSOCIATION CNARM

Personne concernée :

Administrateurs de l'association CNARM.

Nature et objet :

Vacations versées aux administrateurs à hauteur de 90 € pour toute réunion statutaire, de travail ou de représentation pour le compte du CNARM (présence minimale d'une heure).

Modalités :

Le montant total des vacations versées aux administrateurs au cours de l'exercice 2024 s'élève à 13680€.

Administrateur	Vacations (€)
FONTAINE Erick	810
BERTILE Wilfrid	
DINDAR Ibrahim	630
DINDAR Nassimah	270
ESPARON Wilda	
FERDE Thérèse	
GILLES Jacques	720
GIRONCEL-DAMOUR Nadine	90
GRONDIN Paul	
HEIDEGER Pierre	900
HOARAU Denise	180
HOYEZ PITUO Nicole	
LAGOURDE Fabiola	
LEUNG Eric	180
MELCHIOR Cyrille	
NATIVEL Philippe	3780
ODON Adèle	
PICARDO Bernard	2970
POTIN Philippe	
POUDROUX Jean-Luc	990
RIVIERE Gilbert	360
RIVIERE Valérie Françoise	
MASSEAUX Frédéric	450
HOYEZ PITUO Nicole	1080
MALLARD Patrice	450

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimés nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Saint Denis, le 11 juin 2025.

Le commissaire aux comptes
Johnny CHANE-HOONG

